

Compte rendu

Ouvrage recensé :

L'Islamisme en question(s) d'Abderrahim Lamchichi, Paris, L'Harmattan, 1998, 255 p.

par Chedly Belkhodja

Politique et Sociétés, vol. 18, n° 2, 1999, p. 170-172.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/040187ar>

DOI: 10.7202/040187ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

L'Islamisme en question(s)

de Abderrahim Lamchichi, Paris, L'Harmattan, 1998, 255 p.

Faire part de la présence de mouvements islamistes dans les pays arabomusulmans semble un fait commun déjà abordé par plusieurs spécialistes de la question (par exemple, Olivier Roy, François Burgat, Gilles Kepel). Cet ouvrage d'un autre universitaire de l'islamisme contemporain peut apparaître d'abord comme du déjà-vu, mais il a toutefois le mérite de proposer une analyse assez exhaustive du phénomène contemporain de l'islamisme et d'aborder quelques aspects novateurs. Dans le contexte de l'après-guerre froide et de la mondialisation, l'islamisme ne se réduit plus à une simple force d'opposition politique des régimes en place, mais il apparaît comme un mouvement extrêmement complexe : légaliste, communautaire ou terroriste, ainsi que national et supranational.

Cet ouvrage réunit des articles répartis en trois sections: la politique et le religieux en Islam ; les fondamentalismes musulmans et la problématique des droits de l'Homme ; le terrorisme, la violence politique et l'islamisme radical. À noter également la présentation d'un glossaire complet, qui a le mérite de fournir une source d'information enrichissante et nécessaire à notre compréhension. Dans un contexte de médiatisation parfois excessive, les expressions associées à l'islamisme deviennent en effet des slogans vidés de leur sens d'origine. Comme le rappelle le grand spécialiste américain Bernard Lewis, la lecture rigoureuse des mots apparaît essentielle afin de saisir le langage politique de l'Islam.

Dans la première partie, A. Lamchichi aborde la question fondamentale du rapport entre le religieux et le politique et souligne la difficile coexistence de ces deux sphères depuis la fin de l'âge d'or islamique (690). L'expansion de l'Empire musulman sous les dynasties des Omméyades (661-750) et des

Abbassides (750-1258) a entraîné la nécessité historique de poser la question d'une autonomie non légitime, mais pratique, du politique. Ce qu'il faut surtout comprendre, c'est la façon dont les mouvements islamistes exploitent le mythe de l'État islamique moniste et figé. Cette contestation emprunte une voie bien connue, qui consiste à se cantonner dans l'opposition religieuse au pouvoir jugé impie. Dans l'histoire des sociétés musulmanes, cette stratégie a été couramment utilisée, de la première fatwa de Ibn Taimiyya dirigée contre l'envahisseur mongol, au colonisateur, aux nouvelles élites nationalistes et occidentalises et aux diverses condamnations à mort des cellules du GIA algérien.

Le blocage de l'interprétation (ijtihad) peut apparaître comme l'effet le plus troublant de l'histoire des sociétés musulmanes. La légitimité religieuse se fige dans une conception holiste, au détriment de l'interprétation singularisante qui est en mesure d'opérer un déblocage. C'est un aspect intéressant de l'ouvrage qui doit être posé : dans l'Islam il existe ce potentiel de réforme qui peut provenir d'une démarche individualiste plutôt que collective.

Dans une deuxième section, l'auteur analyse le rapport à la démocratie et la question épineuse des droits de l'Homme en terre d'Islam. Ce passage nous laisse un peu perplexe, car l'auteur se contente de placer les islamistes dans le tir de son argumentation. Selon nous, la question de la violation des droits humains constitue un problème bien plus complexe. Il est important, par exemple, de poser le débat de la démocratie et de la violation des droits de l'Homme en considérant également le discours parfois manipulateur des régimes politiques en place.

Dans la dernière section, l'auteur aborde la problématique de la violence terroriste au sein de la mouvance islamiste radicale. Ces pages dévoilent une analyse plus originale que celle que l'on trouve dans les sections précédentes. Selon l'auteur, à la fin des années 1980, un nouveau terrorisme a fait son apparition à l'échelle planétaire optant pour la pratique de type messianique et hyper-violente : les groupes islamiques armés (GIA) en Algérie, les milices de l'extrême droite américaine, les sectes millénaristes, etc. Certains mouvements islamistes suivent cette logique transnationale et sortent du cadre plus national de l'opposition politique. Ils décident de frapper l'opinion nationale et internationale en ayant recours à une violence qui ne vise plus uniquement l'État. Le cas algérien illustre parfaitement les propos de l'auteur. Ce qui est inquiétant c'est la construction de réseaux islamistes autonomes et capables de provoquer une terreur au sein des populations civiles. Dans certains cas, le terrorisme s'appuie sur certains États désireux d'étendre leur sphère d'influence dans l'Umma des croyants. Un autre aspect est le rapport que l'auteur dégage entre une jeunesse désœuvrée et le recours à la violence et à une sorte de banditisme clientéliste. En considérant encore le cas algérien, il semble également que la crise de légitimité de l'État militaire ait pu faciliter l'éclosion de ces pouvoirs contestataires.

La radicalisation des années 1990 reflète l'attitude de certains mouvements islamistes à adopter un comportement plus violent (orientation peut-être inspirée par le conflit afghan des années 1980, qui offre une nouvelle

lutte totale contre l'athéisme soviétique). En Algérie, on a pu remarquer une « moudjahidisation » de l'aile radicale du Front islamique de salut (FIS) et des groupuscules du GIA.

Ce qui déçoit dans cette section est le peu de place laissé à la responsabilité de l'acteur étatique dans la spirale de la violence. Un véritable problème de certains régimes arabes est la violence quotidienne, le plus souvent justifiée par rapport à la menace islamiste. Il faut donc sortir de cette « virtualité de la violence » en opérant une ouverture économique vers une plus grande justice sociale réalisable uniquement avec la volonté de l'État. Comme le souligne clairement Bertrand Badie, afin d'aboutir à une véritable légitimité, l'État en terre d'Islam doit faire œuvre d'innovation et non de bricolage artificiel.

L'intérêt de cet ouvrage ne réside pas nécessairement dans l'originalité du thème, mais plutôt dans l'effort d'éclaircissement du phénomène islamiste, notamment la classification des divers mouvements et l'évolution de l'islamisme dans le contexte de la mondialisation. Il faut noter cependant que l'auteur n'aborde pas un aspect, selon nous intéressant, de la question, à savoir la mutation de l'islamisme, voire son essoufflement. Il faudrait aller dans cette direction et considérer le fait que la mondialisation est en voie de provoquer une mutation à ne pas négliger. Les sociétés musulmanes sont également confrontées à ce sens globalisé qui consiste à niveler les styles de vie à l'échelle planétaire.

Chedly Belkhodja
Université de Moncton